

Bulletin d'histoire politique

Participation des Canadiens français aux combats: évaluation et tentative de quantification

Serge Bernier



Volume 3, numéro 3-4, été 1995

La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063467ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063467ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bernier, S. (1995). Participation des Canadiens français aux combats: évaluation et tentative de quantification. *Bulletin d'histoire politique*, 3(3-4), 15-24. <https://doi.org/10.7202/1063467ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

PARTICIPATION DES CANADIENS FRANÇAIS AUX COMBATS: ÉVALUATION ET TENTATIVE DE QUANTIFICATION*

Serge Bernier

Directeur, Service historique de la Défense nationale, Ottawa

Pour quelle défaite apprendrai-je à vivre?

Pour quelle improbable certitude mourir?

GATIEN LAPOINTE

Introduction

Dès les premières discussions entourant l'organisation de ce colloque, il a été convenu qu'il faudrait fournir un tableau d'ensemble de la participation canadienne aux combats de la Deuxième Guerre mondiale, tout en tentant, de façon très incomplète, de quantifier la présence francophone à cet effort. La leçon d'histoire militaire élémentaire a été jugée nécessaire du fait que rien d'équivalent n'est offert dans les universités ou collèges de langue française au Québec. Cette communication, qui ne présentera rien de nouveau aux experts ou aux anciens combattants, s'adresse en fait aux autres participants qui devraient ainsi mieux apprécier les différentes communications plus pointues qui suivront dans les jours à venir. Je reste persuadé que l'on tire meilleur profit de tous les aspects entourant la participation canadienne totale à la Deuxième Guerre mondiale (ceux traitant du politique, de l'économique, du social, par exemple) si l'on connaît avec assez d'exactitude où des dizaines de milliers de francophones, hommes et femmes, dans l'armée, l'aviation ou la marine, ont combattu ou servi entre 1939 et 1945¹.

Situation générale

Commençons donc par quelques chiffres et quelques faits. Les forces canadiennes totalisent moins de dix mille militaires professionnels à l'ouverture des hostilités, le 1^{er} septembre 1939. Entre 1939 et 1945, on estime que plus

d'un million d'hommes et de femmes auront porté l'uniforme, à un moment ou un autre, soit comme volontaires outre-mer, soit comme conscrits pour la défense du territoire canadien. La population du Canada, durant cette période, se situe aux alentours de 11,5 millions d'habitants.

Des unités navales, terrestres et aériennes de combat apparaîtront par centaines. Dans ces forces combattantes, on rencontrera toutes les activités d'une société de temps de paix: religion, médecine, éducation, génie, etc. ne sont que quelques-unes des professions qui côtoieront des centaines de métiers, allant de l'emploi occupé par le simple marin généraliste à celui du technicien d'instruments électroniques de tous genres, (instruments qui se développent à grande vitesse, entre 1939 et 1945), sans oublier les fantas-sins, les brancardiers, les bûcherons, les sapeurs, les cheminots et j'en passe. Il faut de tout pour conduire une guerre de l'ampleur de celle qui a déchiré le monde entre 1939 et 1945. Il y aura même, sur les champs de bataille, des peintres, des journalistes et des historiens. Ces militaires canadiens, appellation générique qui les couvre tous, du plus humble des soldats parfois analphabète au général en chef, serviront et se battront sur tous les fronts.

D'autre part, la Loi sur la mobilisation des ressources nationales (L.M.R.N.) qui suit, en juin 1940, la capitulation de la France et la fin de la drôle de guerre, met totalement au service de la guerre le Canada économique, politique et social. En particulier à compter de l'été 1940, des commissions de toutes sortes naissent ou se renforcent pour contrôler les prix et les salaires, pour faire de la propagande ou de la censure. Près de cent mille jeunes Canadiens, dont des Canadiens français, seront conscrits pour la défense territoriale, un territoire qui, soulignons-le, prendra une expansion insoupçonnée puisqu'il comprendra, du côté atlantique, Terre-Neuve et les Bermudes, et du côté pacifique, une partie des îles aléoutiennes, dont celle de Kiska. Soit dit en passant, parmi ces conscrits pour le Canada, environ 65 000 se porteront volontaires pour l'outre-mer, dont quelques milliers de francophones. C'est ainsi qu'un de nos historiens respectés, Desmond Morton, a pu parler d'une guerre totale au Canada, étant donné la L.M.R.N., mais limitée dans sa partie combattante, du fait que celle-ci n'est faite que de volontaires. Ceux qui prétendent, de par le monde, que l'Angleterre s'est alors retrouvée seule dans la lutte antinazie auraient intérêt à revoir leur géopolitique et quelques autres réalités: ainsi, en 1945, le Canada est probablement la quatrième puissance militaire alliée, après les États-Unis, l'U.R.S.S et le Royaume-Uni.

L'armée canadienne

Comment cet effort se transforme-t-il sur les théâtres d'opérations? Du côté de l'Armée canadienne, les effectifs de combat maximum sont atteints en 1943, avec cinq divisions, dont trois d'infanterie. Malheureusement, les premières entreprises de l'armée de terre ne sont guère fructueuses: quelques éléments débarquent en Bretagne, en juin 1940, mais la situation impossible des armées anglo-françaises appelle à une retraite précipitée durant laquelle une partie du matériel est abandonnée. En décembre 1941, une demi-brigade disparaît à Hong Kong, dans une bataille pour laquelle elle n'était pas préparée et qui, à toutes fins pratiques, était perdue d'avance. Quant au fiasco qu'a constitué le raid de Dieppe d'août 1942, on en a déjà tellement parlé que nous nous contenterons d'en rappeler l'inutilité et le pourcentage des pertes canadiennes qu'il a causées: 68 %. C'est ensuite, seulement, qu'arrivent les succès, parfois marqués, toutefois, de sanglants échecs locaux: la Sicile, l'Italie, la Normandie et le Nord-Ouest de l'Europe sont des campagnes victorieuses, bien que difficiles, s'étendant entre juillet 1943 et mai 1945.

PERTES: 75 596, DONT 22 917 TUÉS

L'Aviation royale canadienne

Après les défaites sur le continent, en mai et juin 1940, la puissance aérienne prend une importance primordiale. Partie de presque rien, l'Aviation du Canada verra ses effectifs dépasser les 200 000 hommes et femmes, dont près de 50 000 outre-mer. Alors que le territoire canadien est surnommé l'aérodrome de la démocratie, de par son rôle primordial pour l'entraînement de plus de 131 000 membres d'équipages alliés, entre 1940 et 1945, des aviateurs canadiens se battent sur tous les fronts aériens que cette guerre comprendra. Bien qu'au fil des ans, des escadrons et même un groupe de bombardement canadiens verront le jour, il faut souligner qu'à la fin de la guerre, 60 % des aviateurs d'origine canadienne se battent dans la *RAF*: ils constituent environ 25 % des effectifs du *British Bomber Command*. En 1945, les 48 escadrons canadiens ne sont pas desservis à 100 % par du personnel au sol canadien. Surtout, leur contrôle général relève entièrement du haut commandement aérien britannique. Ainsi, à Dieppe, en août 1942, huit escadrons canadiens sont impliqués dans la bataille aérienne qui couronne le raid terrestre: les responsables canadiens de notre aviation en Grande-Bretagne sont tenus dans une totale ignorance au moment de la prise de cette décision.

PERTES: PLUS DE 20 000, DONT 13 589 TUÉS

La Marine royale canadienne

Malgré son petit effectif au moment d'entrer en guerre, notre marine possède quelques unités assez modernes pour avoir une certaine valeur au combat. En janvier 1945, plus de 90 000 hommes et femmes y servent et des centaines de navires de tous tonnages font partie de son inventaire. Après avoir surmonté d'énormes difficultés, au pire de la bataille de l'Atlantique, notre marine obtient un commandement séparé, dans l'Atlantique du Nord-Ouest, dont elle a complètement la charge! Ce fait d'importance, dans notre histoire militaire, est d'autant plus remarquable que, de nos trois armées, notre force navale était sans doute la plus inféodée à la Grande-Bretagne et à sa vie militaire navale.

PERTES: 2 343, DONT 2 024 MORTS

Où se sont battus les Canadiens français?

Je ne retiens que ce qui m'agrandit.

G.P.

Après septembre 1939 et au fil des mois et des années, on retrouvera des Canadiens français dans la bataille navale de l'Atlantique, la bataille aérienne d'Angleterre et le bombardement stratégique, dans les désastres de Hong Kong et de Dieppe, dans les succès des débarquements en Sicile puis en Italie continentale et en Normandie. ■s traverseront, en se battant, la plus grande partie de l'Italie et du nord-ouest de l'Europe, incluant la Belgique, l'Allemagne et la Hollande. Cette présence de jeunes Canadiens français loin de chez eux aura de nombreuses suites dont des milliers de mariages. Ainsi, le désormais célèbre major-général Roméo Dallaire est issu de l'union d'un sapeur francophone du Québec avec une jeune Hollandaise.

Des francophones du Canada et du Québec ont organisé la défense de l'Islande et ont fait partie de la brigade destinée à l'île de Kiska, dans le Pacifique. D'autres, membres des Services spéciaux, étaient parachutés en Europe, comme en Asie; d'autres encore faisaient partie d'un pool d'officiers canadiens en surnombre et en mal d'action qui se sont portés volontaires pour diriger des unités d'infanterie britannique dès le débarquement de Normandie. On en rencontrera, également, détachés auprès de la 8^e Armée britannique, en Afrique du Nord, dans les premiers mois de 1943, afin d'y apprendre la guerre ou encore se battant dans les cieux d'Asie et d'Afrique, comme membres de la *RAF*. Des milliers d'entre eux sont morts en terre étrangère, y ont été blessés physiquement ou psychologiquement.

Tentative de quantification des francophones

Je témoignerai des hommes d'ici.
G.P.

Je m'appête maintenant à soulever une série d'hypothèses et de questions visant à quantifier, autant que faire se peut, la présence des francophones parmi les volontaires canadiens. Il est très difficile d'être précis en ce domaine, du fait que le gouvernement fédéral a voulu éviter de rendre cette situation transparente. Certaines demandes adressées à Mackenzie King, pour tenir une comptabilité des volontaires francophones, seront écartées sous le prétexte (vrai) que ces statistiques n'existent pas. En 1939, les formulaires de recrutement des volontaires pour l'Armée, par exemple, ont sur une deuxième page, une ligne, intitulée langue, où on peut trouver un début de réponse. Mais, comme aucune compilation n'est entreprise dès le début des hostilités, aujourd'hui la tâche d'éclaircissement serait faramineuse. Systématiquement, il faudrait repasser les centaines de milliers de formulaires des volontaires, hommes ou femmes, avant d'en arriver à une approximation à peu près valable. Et encore faudrait-il que cette partie du formulaire ait été correctement remplie par tous, ce dont on peut douter.

Commençons par le recensement de 1941, dont certaines données nous seront utiles. La population du Canada s'élève alors à 11 506 655, dont 3 483 038 sont francophones. Au Québec, on retrouve 3 331 882 habitants, dont 2 717 287 francophones (81,5 %). Le Québec comprend donc près de 29 % de la population totale canadienne. Durant la guerre, 131 618 Québécois se porteront volontaires (incluant les conscrits ayant décidé d'accepter le Service général, comme on qualifiait le volontariat, mais excluant les femmes)². Ce chiffre ne représente que 16,5 % des volontaires canadiens et 25,69 % des hommes québécois en âge de porter les armes (de 18 à 45 ans). Dans ce dernier domaine, le Québec est, de toutes les provinces canadiennes, celle qui obtient le plus bas pourcentage et de loin, la Saskatchewan arrivant deuxième avec 42,38 % ce qui, déjà, dépasse le pourcentage de l'enrôlement total des Canadiens de 18 à 45 ans (41,15 %). C'est dire jusqu'à quel point la sous-représentation des volontaires québécois pèse lourd sur la performance générale du pays en ce domaine. On estime à environ 2 474 000³, le nombre de Canadiens de 18 à 45 ans (sur 11 506 655 Canadiens). Proportionnellement, parmi les 468 996 anglophones du Québec, nous obtiendrions 100 836 qui seraient âgés de 18 à 45 ans. En appliquant à cette tranche de la population le pourcentage général canadien de volontaires obtenu (41 %), on arriverait à 41 342

anglophones au Québec. Par contre, avec le pourcentage ontarien pour la même catégorie (47 %), on atteint 47 393. Selon la première option, 91 276 des 131 618 volontaires du Québec auraient été francophones; selon la seconde, ce serait 84 225.

Pour approcher le pourcentage total de Canadiens français, estimons que parmi les 765 751 francophones hors Québec, 164 636 ont de 18 à 45 ans, ceci en utilisant la moyenne canadienne pour ce groupe d'âge. Ensuite, appliquons à cette tranche d'âge un pourcentage moyen de volontaires, à partir de ceux existant dans les deux provinces ayant alors le plus de francophones, soit le Nouveau-Brunswick (48,17 %) et l'Ontario, (47,77 %): en utilisant 47,80 %, on obtient 77 378 francophones hors Québec dans les forces volontaires. Ajoutant cela à la plus petite des deux estimations pour le Québec francophone (84 225), nous avons un total de 161 603 Canadiens français dans les trois armées, soit 20,23 % des effectifs volontaires canadiens.

Ces estimations très brutes et préparées par un non-expert en statistiques ne prétendent pas fournir une réponse définitive quant au nombre de francophones canadiens s'étant portés volontaires durant la Deuxième Guerre mondiale. Cela dit, des études sectorielles très partielles donnent à penser que les francophones hors Québec ont collé de près, durant les années 1939-1945, au climat pro-guerre qui existait dans leur entourage majoritairement anglophone⁴. Similairement, il n'est pas exclus de croire que les anglophones du Québec, mais beaucoup moins fortement que les francophones hors Québec, aient suivi la majorité anti-guerre prévalant au Québec: d'où il est possible que la première de nos estimations québécoises (91 276 francophones du Québec contre 41 342 anglophones) soit plus près de la réalité que la deuxième, celle que nous avons retenue pour le pourcentage de participation des Canadiens français (soit 84 225 francophones du Québec, contre 47 393 anglophones du Québec)⁵.

Il reste donc énormément à fouiller dans cette question⁶. Les études statistiques, en partant des dossiers des 42 042 militaires ayant perdu la vie au cours du conflit, sont facilement accessibles et, bien qu'ardues à traiter, offrent un terrain plus accessible, de façon immédiate, aux chercheurs: des extrapolations, à partir des pourcentages de francophones tués, pourraient venir infirmer ou confirmer ce que nous venons d'avancer.

Conclusion

Nous n'avons pas voulu nous étendre ici sur les raisons de la sous-représentation québécoise, car c'est un domaine auquel des dizaines

d'auteurs, dont nous-mêmes, ont consacré de longues pages ailleurs, dans des livres ou des articles. Résumons-en quelques-unes tout de même: l'appartenance profonde à la terre d'Amérique; un nationalisme anti-impérialiste-britannique puissant; le fait que les francophones du Québec constituaient déjà une société distincte à laquelle les libéraux fédéraux avaient promis, après 1918, que si une prochaine guerre arrivait sous leur gouverne, elle n'entraînerait pas la conscription; et le fait qu'on ait, à toutes fins pratiques, découragé les francophones de participer pleinement à la vie militaire du pays (totalement anglaise).

Que malgré tout, plus de 84 000 Québécois de langue française, peut-être même plus de 90 000, se soient portés volontaires, et qu'avec leurs collègues hors Québec ils aient formé plus de 20 % des effectifs volontaires du pays mérite d'être salué. Pourtant quant au corps politique du Québec, il semble avoir totalement oublié le sacrifice de tant des siens, anglophones comme francophones, pour une cause qui dépassait chacun de ces volontaires.

Annexe a

Organisation: armes et services, spécialités et métiers

Avant de discuter davantage d'unités et de métiers, il est important de parler d'abord de recrutement et d'entraînement [pour les sous-officiers et la troupe] et de formation [pour les officiers].

Au début de la Deuxième Guerre mondiale, c'est l'armée qui recrute le plus, alors que l'aviation et la marine, à cause des standards plus élevés qu'elles se sont fixés, choisissent les meilleurs candidats et refilent les autres à l'armée. Les forces canadiennes suivent de très près l'organisation et l'entraînement britanniques, de sorte que les trois armées — de mer, de terre et de l'air — sont pratiquement anglaises sur tous les plans: recrutement, entraînement, administration et opérations. Chaque arme et chaque service requiert du personnel qualifié dans plusieurs spécialités et de nombreux métiers.

Armée

Pour mieux comprendre la complexité de l'organisation de l'armée de terre et, conséquemment, du recrutement, il importe de savoir que l'armée a deux regroupements principaux: les *armes* et les *services*. Dans les *armes*, on retrouve d'abord l'infanterie, qui fournit à elle seule le gros des effectifs opérationnels qui devront affronter l'ennemi face-à-face, les blindés,

l'artillerie, le génie et les transmissions. Les *services* comprennent l'intendance, les corps médical et dentaire, les magasins militaires, le génie électrique et mécanique, le corps postal, la prévôté, les aumôniers et les renseignements.

Aviation

L'aviation est faite premièrement des *navigants*, répartis comme suit: pilotes, navigateurs, observateurs, bombardiers, radio-mitrailleurs et mitrailleurs aériens. Chez les *non-navigants*, on compte les services administratifs de base, du matériel, du génie de construction, de santé, de transport, de protection contre les incendies, de police et de défense, des aumôniers. Sur les plans opérationnel et d'entraînement, on trouve les instructeurs, le renseignement, le ravitaillement technique, l'entretien et la réparation, les transmissions, la météorologie et la photographie aérienne.

Marine

Comme l'aviation, la marine opère à partir de bases terrestres. Elle doit donc avoir ses commis, magasiniers, chauffeurs, cuisiniers, policiers, gardes sécuritaires et ingénieurs de toutes sortes. La flotte se compose de plusieurs vaisseaux de tous genres, ayant chacun une fonction distincte et un équipage occupant plusieurs métiers. On y trouve, en sus des officiers de la classe «de direction», des spécialistes en navigation, en bâtiments, en communication, en ingénierie, en armement, etc.

Conclusion

À la suite de l'unification des forces armées, en 1968, et après une étude approfondie sur les spécialités [officiers] et les métiers [non-officiers], ainsi que du nombre et du genre d'écoles affectées à leur entraînement, on a réduit le nombre de spécialités à une quarantaine et les métiers à environ 100 (de plus de 800 qu'ils étaient dans les trois armées); on a aussi réduit de près du tiers le nombre d'écoles et d'instructeurs.

Annexe préparée par Jean Pariseau

Annexe b

Enrôlement dans les Forces armées canadiennes, Seconde Guerre mondiale (par province)

Officiers, sous-officiers, hommes et marins classés à l'exclusion des membres du Service féminin de la Marine royale du Canada (M.R.C.), du Service féminin de l'Armée et de l'Aviation royale du Canada(A.R.C.)

Lieu de résidence permanente à l'enrôlement	Population Armée ²					A.R.C.	Total pour les 3 armes	% ⁷
	mâle ¹ 18 à 45	M.R.C.	S.G. ³	L.M.R.N. Total				
Île du Prince-Édouard	19 000	1 448	5 961	372	6 333	1 528	9 309	48,18
Nouvelle-Écosse	123 000	6 837	42 462	2 558	45 020	7 498	59 355	48,31
Nouveau-Brunswick	94 000	2 737	32 326	3 621	35 947	6 453	45 137	48,17
Québec	699 000	12 404	94 446	43 823	138 269	24 768	175 441	25,69
Ontario	830 000	40 353	243 615	23 322	266 937	90 518	397 808	47,77
Manitoba	159 000	7 782	42 627	5 915	48 542	20 120	76 444	48,12
Saskatchewan	191 000	6 472	44 213 ⁴	8 093 ⁴	52 306	21 827	80 605	42,38
Alberta	178 000	7 360	44 775	6 069	50 844	19 499	77 703	43,11
Colombie-Britannique	181 000	11 925	52 620 ⁵	5 626 ⁵	58 246	20 805 ⁶	90 976	50,47
Extérieur du Canada		893	5 892	8	5 900	9 485	16 278	
Aucune précision		263	191		191		454	
TOTAL	2 474 000	98 474	609 128	99 407	708 535	222 501	1 029 510	41,15

1. Chiffres estimatifs tirés des sommaires du recensement de 1941.
2. 22 046 du Service Général (S.G.) et de la Loi sur la mobilisation des ressources nationales (L.M.R.N.) mutés à la Marine ou à l'Aviation, inclus dans les chiffres de l'enrôlement dans l'Armée.
3. 58 434 de la L.M.R.N. se sont portés volontaires pour le S.G.; ils sont inclus dans le S.G. et non dans la L.M.R.N.
4. Y compris les T. N.-O.
5. Y compris le Yukon.
6. Y compris les T. N.-O et le Yukon.
7. Pourcentage de l'enrôlement total par rapport à la population mâle de 18 à 45 ans.

Notes

1. Voir l'annexe a, pour un supplément d'informations de base.
2. Voir en annexe b, le tableau produit par Charles P. Stacey *Armes, hommes et gouvernements*, p. 646.
3. La façon de compiler les tranches d'âge dans le recensement nous conduit à extrapoler. Ainsi, dans les dix groupes d'âge, on a celui des 15 à 24 ans (1 083 168 hommes), d'où il faut estimer le nombre des 18 à 24.

4. Pariseau, Jean, «La participation des Canadiens français à l'effort des deux guerres mondiales: démarche de réinterprétation» dans *Revue canadienne de Défense*, Automne 1983, p. 43 à 48. Dans une étude plus récente non publiée, l'auteur démontre qu'en général, les Canadiens français hors Québec se sont enrôlés en nombre égal ou supérieur à leurs confrères anglophones, selon leur poids démographique. Sauf de rares exceptions, tous se sont entraînés en anglais et ont servi dans des unités anglophones.
 5. Notons, de plus, que les légendaires grandes familles québécoises francophones devraient, en principe, gonfler légèrement le nombre estimé des francophones de 18 à 45 ans au Québec, diminuant ainsi d'autant celui des anglophones. Tout cela pour rappeler que nous désirons, à ce stade-ci, être conservateur dans nos chiffres.
 6. à Saint-Jean, à la suite de la suggestion de Jean Pariseau, nous avons fourni aux intéressé(e)s une liste d'environ 50 sujets sectoriels qui mériteraient des recherches approfondies.
- * Merci à mon ancien professeur de mathématiques du C.M.R., Charles Castonguay, d'avoir bien voulu revoir d'un œil critique mon texte, en particulier, la section quantitative.